

NATIONS UNIES  
DIVISION  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/3224  
27 mars 1959  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Vingt-septième session  
Point 10 de l'ordre du jour

LIBERTE DE L'INFORMATION

RAPPORT SPECIAL DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME SUR  
LE POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR DE SA QUINZIEME SESSION :  
"LIBERTE DE L'INFORMATION"

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre au Conseil économique et social le rapport spécial ci-joint sur la liberté de l'information que la Commission des droits de l'homme a préparé à la demande du Conseil (E/SR.1046) et qu'elle a adopté à sa 625ème séance, le 26 mars 1959.

Rapport spécial de la Commission des droits de l'homme sur  
le point 3 de l'ordre du jour de sa quinzième session :  
"Liberté de l'information"

Rapporteur : M. Ismat T. Kittani (Irak)

Introduction

1. Par sa résolution 6 (XIV), la Commission des droits de l'homme avait invité le Conseil économique et social et, par son intermédiaire, l'UNESCO et d'autres institutions spécialisées intéressées, à prendre des mesures pour étudier et mettre en oeuvre les suggestions du Comité de la liberté de l'information (E/CN.4/762) concernant le développement des moyens d'information dans les pays sous-développés et elle avait décidé d'examiner les autres suggestions du Comité à sa quinzième session, en se conformant aux décisions que l'Assemblée générale pourrait prendre. Par sa résolution 7 (XIV), la Commission, ayant examiné la résolution 1189 B (XII) de l'Assemblée générale, avait décidé d'examiner à sa quinzième session, en tenant compte des débats ainsi que des décisions que l'Assemblée générale aurait pu prendre à sa treizième session, les procédures qui pourraient être opportunes pour assurer l'étude continue des problèmes relatifs à la liberté de l'information.
2. Par sa résolution 683 C (XXVI), le Conseil économique et social avait demandé au Secrétaire général de prier les Etats Membres, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales de présenter leurs observations sur le rapport du Comité de la liberté de l'information et il avait invité la Commission à compléter, en vue de les soumettre à l'examen du Conseil, ses recommandations sur la liberté de l'information, à la lumière du rapport du Comité et des observations reçues.
3. Dans sa résolution 1313 A (XIII), l'Assemblée générale avait exprimé l'espoir que le Conseil, tenant compte des recommandations que la Commission devait présenter en exécution de la résolution 683 C (XXVI) du Conseil,

élaborerait à sa vingt-huitième session un programme d'action concrète en vue de développer les entreprises d'informations dans les pays sous-développés, et elle avait invité le Conseil à prier la Commission d'accorder une attention particulière aux procédures propres à assurer l'étude continue des problèmes relatifs à la fourniture d'une assistance technique aux pays sous-développés et de rendre compte régulièrement au Conseil des progrès accomplis dans ce domaine. Comme suite à une décision prise par le Conseil à la reprise de sa vingt-sixième session, la résolution de l'Assemblée générale a été transmise à la Commission, qui a été priée de l'examiner assez tôt au cours de sa quinzième session pour pouvoir rendre compte au Conseil à sa vingt-septième session (E/CN.4/774).

4. La Commission, qui était saisie des résolutions ci-dessus mentionnées, du rapport de son Comité de la liberté de l'information (E/CN.4/762) ainsi que des observations des Etats Membres (E/CN.4/771 et Add. 1 à 5), des institutions spécialisées (E/CN.4/772 et Add.1) et des organisations non gouvernementales (E/CN.4/773), a examiné ce point de son ordre du jour de sa 611ème à sa 617ème séance.

#### Propositions dont la Commission a été saisie

5. La Commission a été saisie de deux projets de résolution et de plusieurs amendements à ces projets.

6. La première proposition, présentée par les représentants de Ceylan, des Etats-Unis, de l'Inde, de l'Iran, de l'Italie, du Mexique et des Philippines (E/CN.4/L.511), a été révisée par ses auteurs (E/CN.4/L.511/Rev.1), qui ont ultérieurement apporté diverses modifications à cette version révisée pour tenir compte de certaines suggestions faites verbalement. Le Secrétaire général a présenté un exposé (E/CN.4/L.511/Add.1) des incidences financières et autres de cette proposition. L'exposé du Secrétaire général figure en annexe au présent rapport spécial.

7. Le préambule du projet de résolution des sept Puissances (E/CN.4/L.511/Rev.1, tel qu'il avait été modifié verbalement) contenait deux alinéas, aux termes desquels la Commission des droits de l'homme 1) noterait les suggestions et observations du Comité de la liberté de l'information concernant le développement des moyens d'information dans les pays sous-développés, et 2) prendrait acte de l'action déjà entreprise par l'UNESCO en ce domaine. Ce second alinéa a été ajouté comme suite à la proposition faite par le représentant de la France (E/CN.4/L.513).

8. Aux termes du premier paragraphe du dispositif, la Commission déciderait de faire figurer régulièrement à son ordre du jour l'étude des "faits nouveaux ayant une incidence sur la liberté de l'information, et notamment l'étude des problèmes que pose l'octroi aux pays sous-développés d'une assistance technique dans le domaine de l'information".

9. Au second paragraphe du dispositif, il était recommandé que le Conseil économique et social, après avoir rappelé, notamment, sa résolution 683 C (XXVI) (proposition de la France, E/CN.4/L.513), la résolution 1189 B (XII) de l'Assemblée générale (suggestion de l'Irak) et la résolution 1313 (XIII) de l'Assemblée générale, adopte une résolution en deux parties, A et B, ainsi conçue :

10. Aux termes du paragraphe 1 de la partie A, le Conseil "prendrait note, en les approuvant", des suggestions figurant au paragraphe 9 et des conclusions formulées au paragraphe 12 du rapport du Comité de la liberté de l'information au sujet du développement des moyens d'information dans les pays sous-développés. La mention du paragraphe 12 du rapport du Comité a été insérée sur proposition de la représentante de la Pologne.

11. Aux termes du paragraphe 2 de la partie A, l'UNESCO serait priée d'entreprendre une étude des problèmes posés par l'octroi aux pays sous-développés d'une assistance technique dans le domaine de l'information et de faire parvenir son rapport et ses recommandations à la Commission des droits de l'homme et au Conseil économique et social pour l'été de 1961 afin de permettre au Conseil de procéder à l'évaluation des besoins en vue de la mise en oeuvre de ce programme. C'est sur proposition du représentant de la France (E/CN.4/L.513) que l'on a ajouté dans le projet que l'UNESCO rendrait compte à la Commission des droits de l'homme de même qu'au Conseil. Conformément à des suggestions présentées verbalement, les auteurs ont modifié le texte du projet pour spécifier que l'UNESCO entreprendrait une étude "dans le cadre de son programme" et que le Conseil procéderait à l'évaluation des besoins du "programme envisagé dans la résolution [1313 (XIII) de l'Assemblée générale]."

12. Aux termes du paragraphe 1 de la partie B du projet de résolution, le Conseil noterait, en l'approuvant, la décision prise par la Commission de faire figurer régulièrement à son ordre du jour l'étude des "faits nouveaux ayant une incidence sur la liberté de l'information, et notamment les problèmes que pose l'octroi aux pays sous-développés d'une assistance technique dans le domaine de l'information". Le projet de résolution initial (E/CN.4/L.511) mentionnait les "faits nouveaux ayant une incidence sur la liberté de l'information" sans viser expressément l'assistance technique.

/...

13. Aux termes du paragraphe 2 de la partie B, le Secrétaire général serait prié a) d'adresser chaque année à la Commission un rapport sur les "faits nouveaux ayant une incidence sur la liberté de l'information, et notamment sur les problèmes que pose l'octroi aux pays sous-développés d'une assistance technique dans le domaine de l'information", fondé sur la documentation fournie par l'UNESCO et les autres institutions spécialisées intéressées, "ainsi que sur tous les autres éléments d'information disponibles", et b) de préparer un rapport de fond qui devrait être soumis au Conseil en 1961 et qui porterait sur les "faits nouveaux survenus depuis 1954 dans le domaine de la liberté de l'information", et notamment "sur l'évolution en ce qui concerne les moyens propres à assurer le libre courant d'informations vers les pays sous-développés et à partir de ces pays", ce rapport devant être élaboré en collaboration avec "les gouvernements des Etats Membres, les institutions spécialisées, en particulier l'UNESCO, les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et les organisations professionnelles intéressées, tant nationales qu'internationales".

14. Le représentant de la France a retiré ses amendements (E/CN.4/L.513), qui avaient tous été acceptés par les auteurs du projet de résolution.

15. Le représentant du Royaume-Uni a présenté des amendements (E/CN.4/L.515) tendant à remplacer le paragraphe 1 de la partie A du projet de résolution recommandé au Conseil économique et social par deux paragraphes aux termes desquels le Conseil 1) "exprimerait sa satisfaction du travail accompli par le Comité de la liberté de l'information", et 2) "inviterait l'UNESCO et les autres institutions spécialisées intéressées" ... à "étudier" et à "mettre en oeuvre, chaque fois que cela sera possible et avec toute la diligence voulue (compte tenu des observations présentées par les gouvernements, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales), les suggestions relatives au développement des moyens d'information dans les pays sous-développés qui figurent au paragraphe 9 du rapport du Comité".

16. Le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine a présenté les amendements ci-après (E/CN.4/L.514/Rev.1) :

a) Le premier amendement tendait, au premier paragraphe du dispositif du projet de résolution commun, à supprimer les mots "la liberté de l'information, et notamment", de sorte que la Commission déciderait de ne faire figurer régulièrement à son ordre du jour que l'étude des faits nouveaux ayant une incidence sur les "problèmes que pose l'octroi aux pays sous-développés d'une assistance technique dans le domaine de l'information";

/...

b) Les mêmes modifications étaient proposées en ce qui concerne le paragraphe 1 et l'alinéa a) du paragraphe 2 de la partie B, de sorte que les rapports annuels demandés au Secrétaire général ne porteraient que sur les "faits nouveaux ayant une incidence sur les problèmes que pose l'octroi aux pays sous-développés d'une assistance technique dans le domaine de l'information";

c) Aux termes du dernier amendement de la RSS d'Ukraine, qui portait sur l'alinéa b) du paragraphe 2 de la partie B, le Secrétaire général serait prié de présenter au Conseil un rapport de fond, non pas sur l'ensemble des "faits nouveaux survenus dans le domaine de la liberté de l'information", mais sur "l'assistance technique fournie aux pays sous-développés dans le domaine de la liberté de l'information" depuis 1954. La fin du paragraphe devait être supprimée à partir des mots "et notamment".

17. A la 617<sup>ème</sup> séance de la Commission, le représentant de l'URSS a proposé verbalement d'ajouter les mots "exactes et non déformées" après les mots "libre courant d'informations", dans la dernière phrase de l'alinéa b) du paragraphe 2 de la partie B.

18. Le second projet de résolution a été présenté par les représentants de Ceylan, de l'Inde, de l'Irak, et de l'Iran (E/CN.4/L.512), auxquels s'est associée ultérieurement la représentante de la Pologne (E/CN.4/L.512/Rev.1). Aux termes de ce projet, la Commission, prenant note, en l'approuvant, de la suggestion concernant les tarifs télégraphiques internationaux de presse qui figurait à l'alinéa c) du paragraphe 9 du rapport du Comité de la liberté de l'information, recommanderait au Conseil économique et social d'adopter la résolution suivante : le Conseil, considérant que l'existence de tarifs différents et généralement élevés pour les dépêches de presse internationales constitue un obstacle sérieux au libre courant d'informations exactes et non déformées et au progrès de la compréhension internationale, et notant avec satisfaction les efforts déployés par l'UIT, l'UNESCO et d'autres organismes pour réduire ces tarifs, exprimerait l'espoir, notamment, que la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT, de 1959, conclurait des accords en vue de l'entrée en vigueur de tarifs réduits pour les dépêches de presse internationales. Les mots "exactes et non déformées" servant à qualifier le mot "informations" ont été ajoutés au préambule du projet de résolution recommandé au Conseil économique et social dans la version révisée du projet des cinq Puissances (E/CN.4/L.512/Rev.1), qui, sinon, était identique au texte initial.

/...

#### QUESTIONS DISCUTEES

19. La Commission a commencé par examiner ce qu'elle était appelée à faire au cours de la session, aux termes des résolutions sur la liberté de l'information récemment adoptées par la Commission elle-même, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale. Selon certains représentants, la Commission, à sa quinzième session, devait se contenter, aux termes de la résolution 1313 A (XIII) de l'Assemblée générale, résolution qui l'emportait sur les autres, d'adresser au Conseil des recommandations sur le développement des moyens d'information dans les pays sous-développés et de prévoir les procédures propres à assurer l'étude continue des problèmes relatifs à la fourniture d'une assistance technique aux pays sous-développés dans le domaine de l'information. Tous les autres aspects de la liberté de l'information devaient être examinés par l'Assemblée elle-même à sa prochaine session, lorsqu'elle discuterait le projet de convention relative à la liberté de l'information.

20. De l'avis de ces mêmes représentants, le projet de résolution des sept Puissances (E/CN.4/L.511/Rev.1, paragraphe 1 du dispositif et partie B du projet de résolution recommandé au Conseil), en prévoyant une étude annuelle des faits nouveaux ayant une incidence sur la liberté de l'information, méconnaissait les directives de l'Assemblée. Les représentants qui étaient de cet avis ont déclaré que cette proposition avait pour objet de détourner l'attention des travaux concernant le projet de convention. Les amendements de l'Ukraine (E/CN.4/L.514/Rev.1) tendaient, selon leur auteur, à mettre le projet des sept Puissances en harmonie avec la résolution 1313 A (XIII) de l'Assemblée.

21. Les auteurs du projet des sept Puissances (E/CN.4/L.511/Rev.1) n'ont pas accepté cette manière de voir. A leur avis, qui était partagé par la majorité de la Commission, la résolution 1313 A (XIII) de l'Assemblée générale, si elle insistait sur l'assistance technique, ne restreignait pas le mandat étendu assigné par la résolution 1189 A (XII) de l'Assemblée, la résolution 6 (XIV) de la Commission et la résolution 683 C (XXVI) du Conseil. On a rappelé en outre que la Commission avait le droit, et, de fait, le devoir dans le cadre de la compétence générale que la Charte et son mandat lui reconnaissent en matière de droits de l'homme, de s'occuper de la liberté de l'information sous tous ses aspects.

/...

22. La Commission a examiné ensuite ce qu'elle devait faire tant à sa session en cours qu'à ses sessions ultérieures. De l'avis général, la Commission devait examiner par priorité, tant à sa session en cours que par la suite, les problèmes que pose l'octroi d'une assistance technique dans le domaine de l'information aux pays sous-développés. Tous les représentants ont reconnu que l'existence de moyens d'information suffisants était une très importante condition préalable de l'exercice du droit à la liberté de l'information et contribuerait beaucoup au maintien de la paix et de la compréhension internationales.

23. Certains représentants se sont déclarés prêts à examiner aussi, à la session en cours, les autres suggestions du Comité de la liberté de l'information; selon eux, la Commission elle-même l'avait envisagé dans sa résolution 6 (XIV). D'autres représentants auraient voulu limiter ce débat aux questions nouvelles soulevées dans les observations des gouvernements et des institutions spécialisées; ils ont conseillé de n'entreprendre qu'avec prudence, à ce stade, une discussion des aspects politiques de la liberté de l'information, aspects que l'Assemblée générale devait étudier lorsqu'elle aborderait l'examen du projet de convention.

24. Plusieurs représentants ont toutefois déclaré que les diverses questions directement liées à la liberté d'expression et au libre courant des informations ne devraient jamais être négligées et mériteraient sans doute d'être examinées régulièrement lors des sessions ultérieures.

25. Ces vues se trouvaient reflétées dans le projet de résolution des sept Puissances, qui prévoyait une étude annuelle des faits nouveaux ayant une incidence sur la liberté de l'information, et notamment des problèmes que pose l'octroi aux pays sous-développés d'une assistance technique dans le domaine de l'information (E/CN.4/L.511/Rev.1, paragraphe 1 du dispositif), et priait le Secrétaire général de présenter un rapport annuel et un rapport de fond sur l'ensemble de la question de la liberté de l'information depuis 1954 (E/CN.4/L.511/Rev.1, partie B, paragraphe 2, alinéas a) et b)).

26. S'élevant contre les mots "exactes et non déformées" que l'on proposait d'ajouter pour qualifier l'expression "libre courant d'informations", au paragraphe 2 b) de la partie B du projet, certains représentants ont fait observer que le rapport du Secrétaire général porterait dans tous les cas



"sur les sources d'information auxquelles les peuples ont accès". En outre, le texte ainsi modifié pouvait laisser entendre que la Commission ne verrait pas d'objection à un courant d'informations déformées vers les pays techniquement développés et à partir de ces pays. Cependant, la majorité de la Commission a approuvé cet amendement, en estimant qu'il était conforme au libellé de résolutions antérieures.

27. Certains représentants ont attiré l'attention de la Commission sur la note (E/CN.4/L.511/Add.1) présentée par le Secrétaire général au sujet des incidences financières et autres du projet (cette note est reproduite dans l'annexe au présent rapport).

28. La Commission a examiné assez en détail les procédures les plus aptes à favoriser l'assistance technique dans le domaine de l'information aux pays sous-développés. Il a été proposé (E/CN.4/L.511/Rev.1, partie A, paragraphe 1) que le Conseil, pour manifester l'intérêt qu'il porte au développement des moyens d'information dans les pays sous-développés, prenne tout d'abord note, en les approuvant, des suggestions et des conclusions concrètes formulées à ce sujet par le Comité de la liberté de l'information dans son rapport. D'un autre côté, on a dit, à l'appui des amendements du Royaume-Uni (E/CN.4/L.515, paragraphes 1 et 2) que le Conseil ne serait pas en mesure d'approuver dans tous leurs détails les diverses suggestions du Comité et que le mieux serait de laisser aux institutions spécialisées une grande latitude pour mettre ces suggestions en pratique. Toutefois, la majorité de la Commission a préféré la formule figurant dans le projet des sept Puissances.

29. Aux termes du paragraphe 2 de la partie A du projet de résolution, le Conseil prierait l'UNESCO d'entreprendre une étude des problèmes posés par l'octroi aux pays sous-développés d'une assistance technique dans le domaine de l'information afin de pouvoir, en 1961, procéder à l'évaluation des divers besoins en vue de la mise en oeuvre d'un programme d'action concrète dans ce domaine. Selon un représentant, cette proposition n'était pas en harmonie avec le paragraphe 1 du dispositif de la résolution 1313 A (XIII) de l'Assemblée générale, aux termes duquel c'était la Commission elle-même qui devait présenter des recommandations concrètes au Conseil en matière d'assistance technique. Mais la majorité des

représentants ont approuvé la procédure proposée dans le projet de résolution. Ils ont souligné que la Commission des droits de l'homme, une fois saisie des rapports de l'UNESCO, serait en mesure de formuler ses propres recommandations à ce sujet.

30. Félicitant l'UNESCO de l'action qu'elle avait déjà entreprise, plusieurs représentants ont mentionné divers aspects de l'assistance technique fournie aux pays sous-développés, en ce qui concerne notamment la formation professionnelle du personnel d'information et la fourniture de matériel audio-visuel et de récepteurs de radio bon marché, ainsi que les efforts déployés pour instituer des tarifs peu élevés pour les dépêches de presse internationales<sup>1/</sup>. Certains représentants ont déclaré que la Commission ne devait pas négliger l'existence de zones sous-développées à l'intérieur de pays considérés, dans leur ensemble, comme techniquement développés.

31. Le représentant de l'UNESCO a affirmé que son organisation serait en mesure de donner suite, dans le cadre de son programme, à la demande contenue dans le projet des sept Puissances. Le programme de l'UNESCO en la matière prévoit une série de réunions régionales et d'études réparties sur un certain nombre d'années.

32. On a suggéré que le Conseil économique et social charge un groupe d'étude, comprenant des représentants du Secrétariat, du Bureau de l'assistance technique et des institutions spécialisées, d'examiner les études et les rapports touchant cette question et de recommander des mesures concrètes en vue du développement des moyens d'information dans les pays sous-développés. Le représentant de l'UNESCO a exprimé le vœu que le Conseil accorde une attention particulière aux moyens de financer tout programme d'assistance technique dans le domaine de l'information auquel pourraient aboutir ces études.

33. Les auteurs du projet des cinq Puissances relatif aux tarifs des dépêches de presse (E/CN.4/L.512/Rev.1) ont souligné que, pour faciliter l'intelligence des problèmes qui se posent dans les pays sous-développés - facteur d'une importance particulière pour le maintien de la paix - et en vue de favoriser le libre courant des informations au profit de tous les peuples, il convenait de prendre des mesures pour instituer un tarif peu élevé et, si possible, uniforme pour les dépêches de presse internationales.

---

<sup>1/</sup> Voir plus loin, par. 33 et 34.

34. Des doutes ont été exprimés au sujet de la suggestion du Comité de la liberté de l'information tendant à l'institution éventuelle d'un tarif de presse uniforme au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour les messages transmis par le personnel d'information accrédité auprès de l'ONU et des institutions spécialisées, cette suggestion paraissant constituer une discrimination contre les autres membres du personnel d'information. On a contesté qu'il fût opportun d'utiliser, à propos du tarif des dépêches de presse, la formule "libre courant d'informations exactes et non déformées". Néanmoins, l'essentiel du projet de résolution a, d'une manière générale, rencontré l'agrément de la Commission.

#### VOTES

35. La Commission a voté au cours de sa 617<sup>ème</sup> séance. Pour le projet de résolution des sept Puissances (E/CN.4/L.511/Rev.1) et les amendements à ce projet, les résultats des votes ont été les suivants :

- a) Le premier amendement de la République socialiste soviétique d'Ukraine (E/CN.4/L.514/Rev.1, paragraphe 1), portant sur le premier paragraphe du dispositif du projet, a été rejeté par 10 voix contre 3, avec 5 abstentions.
  - b) Les amendements du Royaume-Uni (E/CN.4/L.515, paragraphes 1 et 2), portant sur le paragraphe 1 de la partie A du projet, ont été rejetés respectivement par 9 voix contre 5, avec 4 abstentions; et par 11 voix contre 4, avec 3 abstentions.
  - c) Le deuxième amendement de la République socialiste soviétique d'Ukraine (E/CN.4/L.514/Rev.1, paragraphe 2), portant sur le paragraphe 1 de la partie B du projet, a été rejeté par 11 voix contre 3, avec 4 abstentions.
  - d) Le troisième amendement de la République socialiste soviétique d'Ukraine (E/CN.4/L.514/Rev.1, paragraphe 3), portant sur l'alinéa a) du paragraphe 2 de la partie B du projet, a été rejeté par 14 voix contre 3, avec une abstention.
  - e) Le quatrième amendement de la République socialiste soviétique d'Ukraine (E/CN.4/L.514/Rev.1, paragraphe 4), portant sur l'alinéa b) du paragraphe 2 de la partie B du projet, a été rejeté par 12 voix contre 3, avec 3 abstentions.
  - f) Le représentant de l'URSS a demandé un vote par appel nominal sur son amendement (E/CN.4/SR.617), tendant à insérer les mots "exactes et non déformées" après les mots "courant d'informations", à l'alinéa b) du paragraphe 2 de la partie B du projet. Cet amendement a été adopté par 11 voix contre 2, avec 5 abstentions.
- Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Argentine, Ceylan, Inde, Irak, Iran, Liban, Mexique, Philippines, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Ont voté contre : Chine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Abstentions : Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Israël, Italie.

g) Le représentant de l'Irak a demandé un vote séparé sur le paragraphe 2 de la partie B du projet de résolution recommandé au Conseil.

h) A la demande du représentant de l'URSS, le projet des sept Puissances (E/CN.4/L.511/Rev.1, tel qu'il avait été révisé verbalement), ainsi modifié, a été mis aux voix par division. Les résultats des votes ont été les suivants :

i) Le premier alinéa du préambule a été adopté à l'unanimité.

j) Le deuxième alinéa du préambule a été adopté à l'unanimité.

k) Le premier paragraphe du dispositif, commençant par le mot "Décide ..." a été adopté par 15 voix contre zéro, avec 3 abstentions.

l) L'ensemble du préambule du projet de résolution recommandé au Conseil économique et social a été adopté à l'unanimité.

m) Le paragraphe 1 de la partie A a été adopté par 16 voix contre zéro, avec 2 abstentions.

n) Le paragraphe 2 de la partie A, tel qu'il avait été modifié verbalement, a été adopté à l'unanimité.

o) Le paragraphe 1 de la partie B a été adopté par 15 voix contre zéro, avec 3 abstentions.

p) Le paragraphe 2, sous sa forme modifiée, de la partie B a été adopté par 12 voix contre 2, avec 4 abstentions.

q) L'ensemble de la partie A a été adopté par 17 voix contre zéro, avec une abstention.

r) L'ensemble de la partie B sous sa forme modifiée, a été adopté par 12 voix contre 2 avec 4 abstentions.

s) L'ensemble du projet de résolution présenté par Ceylan, les Etats-Unis d'Amérique, l'Inde, l'Iran, l'Italie, le Mexique et les Philippines (E/CN.4/L.511/Rev.1, tel qu'il avait été révisé verbalement), sous sa forme modifiée, a été adopté par 14 voix contre zéro, avec 4 abstentions.

36. La Commission a voté comme suit sur le projet de résolution (E/CN.4/L.512/Rev.1) présenté par Ceylan, l'Inde, l'Irak, l'Iran et la Pologne :

a) A la demande du représentant du Royaume-Uni, les mots "en l'approuvant", au deuxième alinéa du préambule, ont été mis aux voix séparément. Ces mots ont été maintenus par 14 voix contre 2, avec 2 abstentions.

b) A la demande du représentant de la Chine, la deuxième phrase du passage cité au deuxième alinéa du préambule a été mise aux voix séparément. Cette phrase a été maintenue par 12 voix contre zéro, avec 6 abstentions.

c) A la demande du représentant de la Chine, les mots "exactes et non déformées", au premier alinéa du préambule du projet de résolution recommandé au Conseil économique et social ont été mis aux voix séparément. Ces mots ont été maintenus par 10 voix contre 2, avec 6 abstentions.

d) A la demande du représentant du Royaume-Uni, le projet de résolution recommandé au Conseil économique et social a été mis aux voix séparément. Il a été adopté à l'unanimité.

e) L'ensemble du projet de résolution (E/CN.4/L.512/Rev.1) a été adopté par 17 voix contre zéro, avec une abstention.

TEXTE DES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION

RESOLUTION 1 (XV)

Liberté de l'information

La Commission des droits de l'homme,

Notant les suggestions et observations que les membres du Comité de la liberté de l'information, nommé par la Commission à sa treizième session, ont faites dans leur rapport sur le développement des moyens d'information dans les pays sous-développés (E/CN.4/762),

Prenant note de l'action que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a déjà entreprise dans ce domaine (E/3206),

Décide de faire figurer régulièrement à son ordre du jour l'étude des faits nouveaux ayant une incidence sur la liberté de l'information; et notamment l'étude des problèmes que pose l'octroi aux pays sous-développés d'une assistance technique dans le domaine de l'information,

Recommande au Conseil économique et social d'adopter la résolution suivante :

"Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions 1189 B (XII) et 1313 (XIII) de l'Assemblée générale et sa résolution 683 C (XXVI) ainsi que le désir exprimé à l'Organisation des Nations Unies d'assurer une plus grande liberté de l'information, en particulier dans les pays sous-développés,

Notant les recommandations de la Commission des droits de l'homme relatives à la liberté de l'information,

A

1. Prend note, en les approuvant, des suggestions figurant au paragraphe 9 et des conclusions formulées au paragraphe 12 du rapport du Comité de la liberté de l'information (E/CN.4/762) au sujet du développement des moyens d'information dans les pays sous-développés;

2. Prie l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, en consultation avec les autres institutions spécialisées intéressées, les gouvernements des Etats Membres et les organisations qui jouent un rôle actif dans le domaine de l'information, d'entreprendre, dans

/...

le cadre de son programme, une étude des problèmes posés par l'octroi aux pays sous-développés d'une assistance technique dans ce domaine, en tenant compte des conclusions et suggestions relatives au développement des moyens d'information dans les pays sous-développés que le Comité de la liberté de l'information a formulées dans son rapport et de la résolution 1313 (XIII) de l'Assemblée générale, et de faire parvenir son rapport et ses recommandations à la Commission des droits de l'homme et au Conseil économique et social pour l'été de 1961 afin de permettre au Conseil de procéder à l'évaluation des besoins et ressources d'ordre matériel, financier et professionnel en vue de la mise en oeuvre du programme envisagé par cette résolution, notamment en ce qui concerne le recours aux services d'experts, l'octroi de bourses, l'organisation de cycles d'études et la fourniture de matériel et d'installations diverses.

B

1. Note, en l'approuvant, la décision prise par la Commission de faire figurer régulièrement à son ordre du jour l'examen des faits nouveaux ayant une incidence sur la liberté de l'information, et notamment les problèmes que pose l'octroi aux pays sous-développés d'une assistance technique dans le domaine de l'information;

2. Prie le Secrétaire général

a) De faciliter à la Commission l'étude suivie de cette question en lui adressant chaque année un rapport sur les faits nouveaux ayant une incidence sur la liberté de l'information, et notamment sur les problèmes que pose l'octroi aux pays sous-développés d'une assistance technique dans le domaine de l'information, fondé sur la documentation fournie par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et les autres institutions spécialisées intéressées ainsi que sur tous les autres éléments d'information disponibles,

b) De préparer, en collaboration avec les gouvernements des Etats Membres, les institutions spécialisées, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et les organisations professionnelles intéressées, tant nationales qu'internationales, un rapport de fond qui devra être soumis au Conseil en 1961



et qui portera sur les faits nouveaux survenus depuis 1954 dans le domaine de la liberté de l'information, et notamment i) sur les sources d'information auxquelles les peuples ont accès, ii) sur la mesure dans laquelle ils reçoivent des nouvelles de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées et sont informés de leur oeuvre pour la paix et, iii) sur l'évolution en ce qui concerne les moyens propres à assurer le libre courant d'informations exactes et non déformées vers les pays sous-développés et à partir de ces pays".

## RESOLUTION 2 (XV)

### Liberté de l'information

La Commission des droits de l'homme,

Ayant examiné le rapport du Comité de la liberté de l'information (E/CN.4/762),

Prenant note, en l'approuvant, de la suggestion figurant à l'alinéa c) du paragraphe 9 du rapport qui est ainsi conçu :

"Des mesures rapides devraient être prises afin de négocier un tarif télégraphique international de presse peu élevé et, si possible, uniforme. Un premier pas dans cette voie pourrait être fait au Siège de l'Organisation des Nations Unies si l'on négociait un tarif de presse uniforme pour tous les pays, applicable aux messages de presse transmis par le personnel des entreprises d'information accrédité auprès de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées."

Recommande au Conseil économique et social d'adopter la résolution suivante :

Le Conseil économique et social,

Considérant que l'existence de tarifs différents et généralement élevés pour les dépêches de presse internationales constitue un obstacle sérieux au libre courant d'informations exactes et non déformées et au progrès de la compréhension internationale,

Notant avec satisfaction les efforts déployés par l'Union internationale des télécommunications, l'UNESCO et d'autres organismes pour réduire les tarifs des dépêches de presse internationales,

Exprime l'espoir que ces efforts seront poursuivis et qu'en particulier la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications qui doit se tenir en octobre 1959 conclura des accords en vue de l'entrée en vigueur de tarifs réduits pour les dépêches de presse internationales.

/...

ANNEXE

Note du Secrétaire général sur les incidences financières  
du projet de résolution présenté par Ceylan, les Etats-Unis  
d'Amérique, l'Inde, l'Iran, l'Italie, le Mexique et les  
Philippines (E/CN.4/L.511) 1/

1) Aux termes du paragraphe 2, alinéa a), de la partie B du projet de résolution, le Secrétaire général serait prié "de faciliter à la Commission l'étude suivie de [la liberté de l'information] en lui adressant chaque année un rapport sur les faits nouveaux ayant une incidence sur la liberté de l'information, fondé sur la documentation fournie par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et les autres institutions spécialisées intéressées ainsi que sur tous les autres éléments d'information disponibles".

Le Secrétaire général suppose que ces rapports annuels se borneraient à exposer les faits nouveaux d'ordre juridique et qu'ils se fonderaient sur des documents officiels émanant des gouvernements. Si, toutefois, l'expression "faits nouveaux" s'applique aussi à des faits n'ayant pas un caractère juridique et si, par les mots "tous les autres éléments d'information", il faut entendre également des renseignements non vérifiés émanant de sources privées et d'autres sources non gouvernementales, le Secrétaire général est d'avis, comme il l'a déclaré en 1953 à la 788ème séance du Conseil économique et social (E/SR.788), que cette tâche ne devrait pas être confiée au Secrétariat.

2) Aux termes du paragraphe 2, alinéa b) de la partie B du projet de résolution, le Secrétaire général serait également prié de préparer en collaboration non seulement avec les gouvernements des Etats Membres et avec les institutions spécialisées, mais encore avec des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et même avec des organisations professionnelles, tant nationales qu'internationales, n'ayant pas le statut consultatif auprès du Conseil économique et social, un rapport de fond sur les faits nouveaux survenus depuis 1954 dans le domaine de la liberté de l'information. Le rapport porterait sur les sources d'information auxquelles les peuples ont accès, la mesure dans laquelle ils reçoivent des nouvelles de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, et le développement des moyens propres à faciliter le libre courant d'informations vers les pays sous-développés et à partir de ces pays. Les termes mêmes du projet de résolution indiquent sans aucun doute possible que le Secrétaire général serait prié de préparer un rapport qui ferait appel pour une

1/ Cette note a été distribuée pendant la session de la Commission sous la cote E/CN.4/L.511/Add.1.

très large part à des sources non officielles et à des renseignements non vérifiés provenant d'organisations privées. Il serait difficile au Secrétaire général de s'abstenir de tout jugement sur cette documentation. De fait, le choix des renseignements à inclure dans le rapport impliquerait à lui seul un jugement. C'est pourquoi le Secrétaire général estime que cette tâche ne devrait pas être confiée au Secrétariat.

3) Les membres de la Commission se souviendront qu'à l'occasion de la réorganisation du Secrétariat en 1953-1954, la section spéciale de la liberté de l'information qui faisait alors partie de la Division des droits de l'homme a été supprimée. Cette mesure se justifiait à l'époque du fait que l'activité de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine s'était considérablement ralentie. Mais, il en résulte que le Secrétaire général ne saurait avec les effectifs actuels, faire exécuter les travaux envisagés au paragraphe 2, alinéa a), de la partie B du projet de résolution et, moins encore, les travaux envisagés au paragraphe 2, alinéa b) du même texte. Pour pouvoir donner suite à ces demandes, il faudrait accroître les effectifs de la Division des droits de l'homme de la manière suivante :

- a) Personnel permanent : un administrateur (administrateur hors classe, P-5) et une secrétaire (agent de troisième classe, G-3);
- b) Personnel temporaire jusqu'à 1961 inclusivement : un administrateur (administrateur de 2ème classe, P-3).

Le coût de ce personnel supplémentaire, y compris les dépenses communes de personnel, serait approximativement de 31.500 dollars pour 1960 et pour 1961 et de 21.000 dollars environ pour les années suivantes.

4) Les frais de traduction et de dactylographie seraient d'environ 2.000 dollars pour les deux rapports (à supposer que ceux-ci ne soient publiés que dans les langues de travail); à ce chiffre s'ajouteraient les frais d'impression pour la publication dans la série des documents officiels, du rapport prévu au paragraphe 2, alinéa b), de la partie B du projet de résolution. Le Secrétaire général tiendrait compte de toutes ces dépenses en présentant les demandes de crédits nécessaires.